

Genevois

« Le commerce équitable, c'est l'alliance de l'économique et du social ! »

Responsables de l'association Aide technique bénévole (ATB), Martine et Pierre Kalpo se sont rendus au Burkina-Faso du 17 au 25 août pour une mission d'évaluation. Ils ont sélectionné des entreprises qui pratiquent le commerce équitable pour encourager le développement économique de la région des Hauts-Bassins.

En quoi a consisté votre mission en Afrique ?

Pierre Kalpo : C'était une mission commandée par la région Rhône-Alpes qui travaille en partenariat avec la région des Hauts-Bassins au Burkina depuis trois ans. Nous sommes allés voir sur place comment le commerce équitable peut être un outil de co-développement entre la France et l'Afrique. Il faut savoir que le budget consacré par la Région au co-développement est le deuxième en France, après l'État lui-même ! Et Rhône-Alpes a décidé de mettre le co-développement économique au cœur de ses priorités et de jouer sur l'économique plutôt que sur l'humanitaire.

Vous pensez que le levier économique est le plus approprié ?

P.K. : Il n'y a qu'un levier, c'est celui-là ! Il n'y a pas d'autre solution. Et le commerce équitable n'est qu'une voie par laquelle les entrepreneurs passeront pour atteindre l'économie conventionnelle, qu'ils emboîtent le pas de cette mondialisation. Le commerce équitable, c'est l'alliance de l'économique et du social. Si nous allons ces entreprises en achetant leur produit à un prix supérieur à celui du marché et si en contrepartie nous demandons à ces



Martine et Pierre Kalpo ont visité plusieurs entreprises agroalimentaires dans la région des Hauts-Bassins au Burkina-Faso. Ils ont apporté leurs conseils pour le développement du commerce équitable dans la région.

entrepreneurs de mettre en œuvre une politique sociale, alors ils, on aurait gagné.

Comment avez-vous sélectionné les entreprises qui seront aidées ?

Martine Kalpo : Avant notre arrivée, il y a déjà eu une pré-enquête faite par la Fédération nationale des industries agroalimentaires du Burkina-Faso, la FIAS, qui nous a sélectionné trois entreprises pratiquant le commerce équitable. Et en discutant sur place, nous en avons trouvé trois autres.

P.K. : Un outil de recherche de performances sera mené par la FIAB sur ces entreprises avant de faire des propositions d'aides à la région Rhône-Alpes. Il n'est pas question de recommander ce que l'on a fait pendant 47 ans, c'est-à-dire de suspendre de l'argent qui finit par disparaître.

L'aide financière qui sera dispensée par la Région ne s'apparente donc pas à de l'assistance ?

P.K. : Voilà. Les sous de la Région n'iront pas directe-

ment aux producteurs. Lors de notre voyage, nous ne nous sommes pas comportés comme des experts occidentaux avec des schémas pré-conçus.

M.K. : Ce n'était pas : "On a de l'argent, on peut faire ça !" On leur demande ce qu'ils veulent et ensuite il faut vérifier que c'est faisable.

Ce sont donc des aides

très ciblées ?

P.K. : Très ciblées et très efficaces. On souhaite que la Région ne perde pas un centime. Un aide sera réalisé avant d'investir le moindre centime et les résultats seront obligatoires, ce sont nos conditions. On peut aussi aider les entrepreneurs à obtenir des prêts. Car nous avons rencontré sur place des ban-



Le couple anémassien a observé sur place les méthodes de conditionnement, comme ici le tri des ananas séchés.

quiers auprès de qui nous avons fait un plaidoyer pour une autre politique pour l'Afrique et qui sont prêts à nous aider. Il faut que l'entrepreneur ne se sente pas assisté. Que ce ne soit pas la région des Rhône-Alpes !

C'est une sorte d'engagement que vous sollicitez ?

P.K. : Exactement. C'est une coopération de région à région. Rhône-Alpes mettra à disposition des Hauts-Bassins un plan pluriannuel avec un budget de 800 000 euros par an de 2008 à 2010 dont une partie sera consacrée à l'économie.

Pourquoi la région des Hauts-Bassins ?

P.K. : Autrement c'était le carrefour international de l'Afrique et économiquement c'était une région phare. L'objectif de la Région est que les Hauts-Bassins retrouvent ce passé glorieux. La ville de Bobo Dioulassa a l'un des plus grands aéroports de l'Afrique noire francophone.

C'est une région très dynamique ?

P.K. : Elle est la première

productrice de mangue du Burkina-Faso et 80 % des produits maraichers du pays viennent de là-bas. Notre objectif c'est d'aider la région Rhône-Alpes dans cette opération pilote pour que toute région de France puisse lui emboîter le pas.

De région à région vous pensez que c'est la bonne échelle pour l'aide au développement de l'Afrique ?

P.K. : Tout ce qui a été fait depuis les années 60 a été inefficace. Rhône-Alpes doit monter la voie au gouvernement français et prouver qu'une autre alternative est possible. Une convention sera signée entre les deux régions pour mettre l'accent sur le commerce équitable qui permet aux producteurs d'y retrouver leur compte car ces produits sont mieux payés que sur le marché conventionnel. Un autre aspect est de trouver des débouchés nationaux et internationaux pour ces produits. Il existe de nombreux points de ventes dans les boutiques spécialisées en France mais ce n'est pas suffisant. C'est pourquoi nous sollicitons la grande distribution qui est incontournable dans le développement du commerce équitable.

L'exportation est la clé ?

P.K. : Le co-développement, c'est d'amener les deux pays à faire du gagnant-gagnant. Par exemple, la S.A. Thomas Leprieux de Vallières va bientôt exporter ses pommes et poires au Burkina-Faso et en échange, elle assurera la distribution en France des haricots verts et confitures de l'union de coopératives maraichères burkinabèses qui regroupent près de 35 000 producteurs. Ça c'est le co-développement qui se veut utile !

Entretien réalisé par Yves Galland